



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DEUXIÈME COMITÉ D'ALERTE DES FINANCES PUBLIQUES

JEUDI 26 JUIN 2025

- 1. Un environnement macroéconomique entouré de nombreuses incertitudes**
- 2. Présentation des données d'exécution**
- 3. Des mesures de maîtrise de la dépense pour tenir l'objectif de 5,4 %**

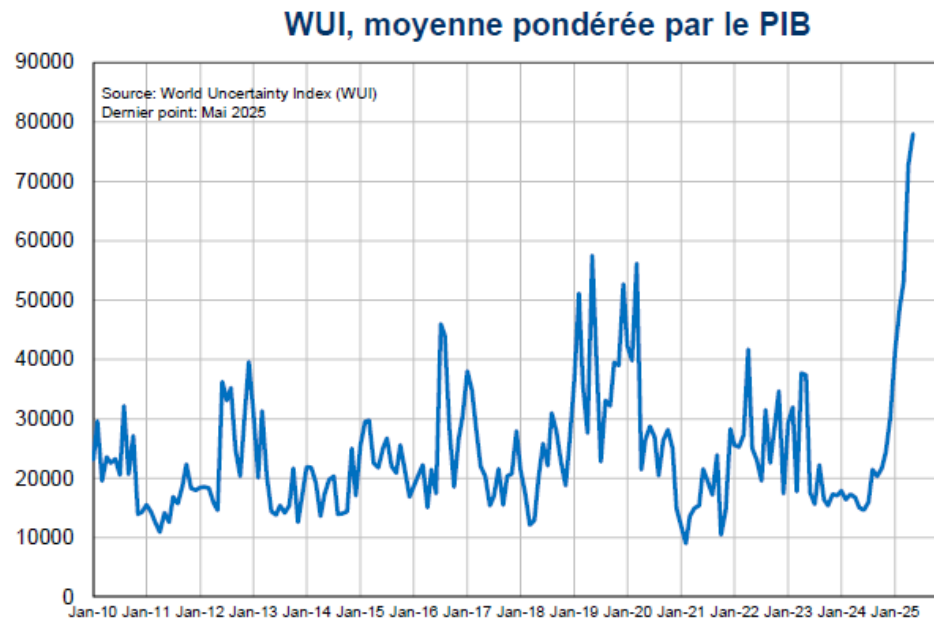


GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES

Le contexte international augmente le niveau d'incertitude



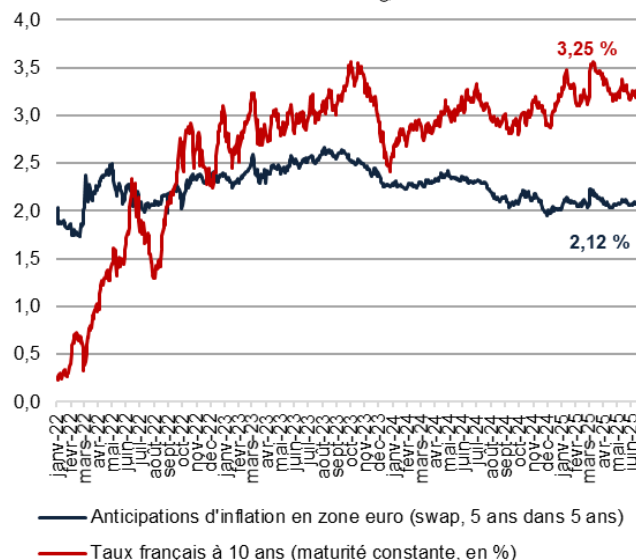
- Le regain d'incertitudes lié aux tensions commerciales et géopolitiques affecte les perspectives de croissance aux Etats-Unis et en zone Euro ;
- Les mesures protectionnistes américaines ont, à date, engendré un **recul des prix du pétrole, une chute du dollar et une appréciation du coût du risque** sur les marchés financiers ;
- Le conflit entre Iran et Israël risque de générer *a contrario* **une hausse des prix du pétrole** et de concourir à une nouvelle hausse de l'incertitude globale.

Situation des marchés

- A date, les marchés n'ont que très peu réagi aux attaques américaines sur le sol iranien, mais restaient vigilants à la possible riposte iranienne, en particulier si cette dernière devait impacter le détroit d'Ormuz. La semaine dernière, les bourses européennes reculent en moyenne de -0,7 %, contre -0,1 % pour les bourses américaines, en raison de la hausse de l'aversion au risque.
- La semaine dernière, pourtant marquée par de vives tensions géopolitiques, a vu une faible volatilité sur les marchés de taux européens.

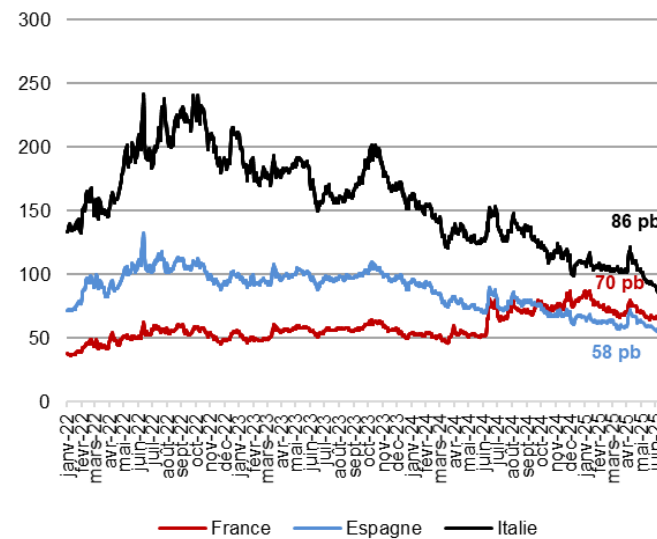
Taux souverain à 10 ans français et anticipations d'inflation en zone euro (swap, 5 ans dans 5 ans)

Source: Bloomberg, en %



Ecart de taux souverains à 10 ans contre l'Allemagne

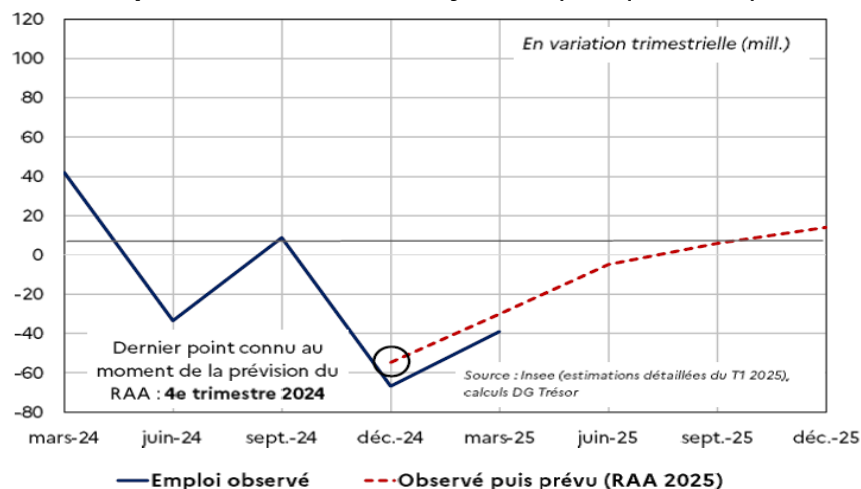
Source: Bloomberg, en points de base



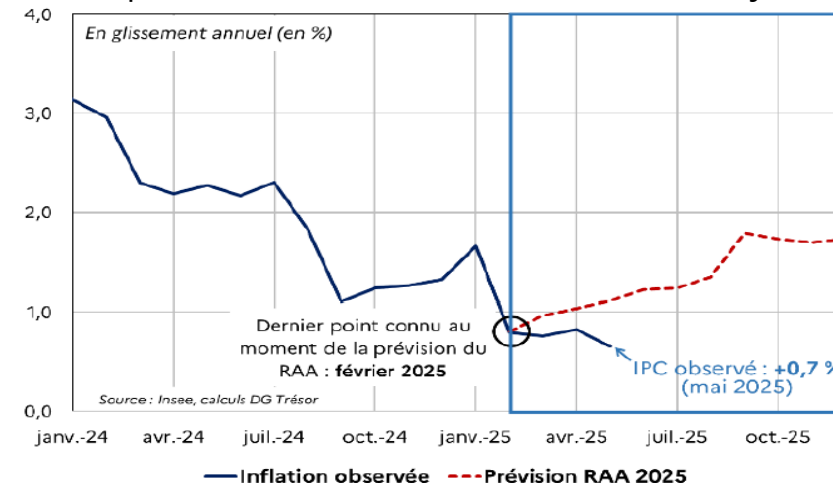
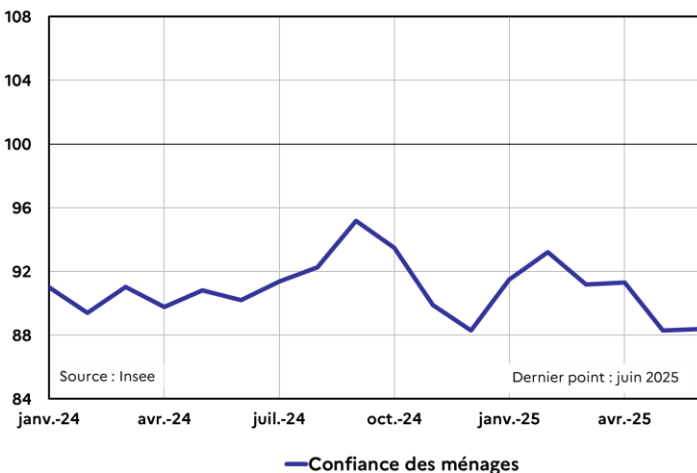
Principaux aléas macroéconomiques

Inflation : inférieure aux prévisions en raison de la baisse du prix du pétrole et de l'appréciation de l'euro
(mais risques haussiers du fait des tensions au Moyen-Orient)

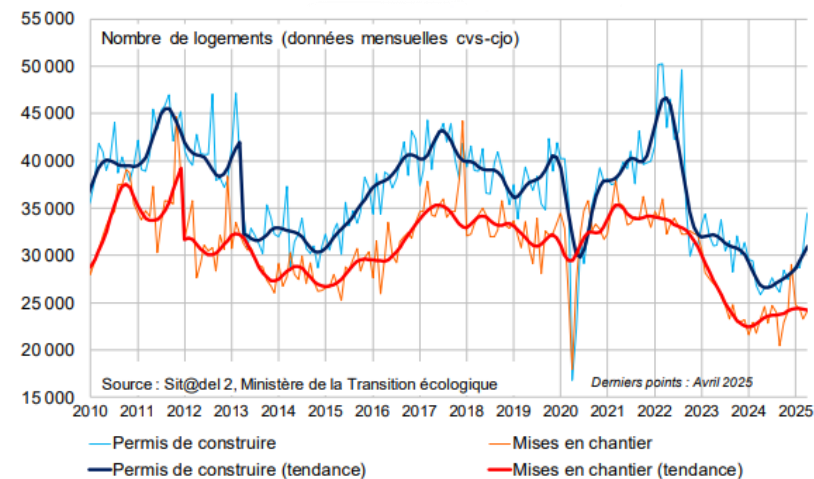
Emploi salarié : moins dynamique qu'anticipé



Confiance des ménages : inférieure à sa moyenne de long terme, la consommation des ménages décroît au 1^{er} trimestre (-0,2 %)



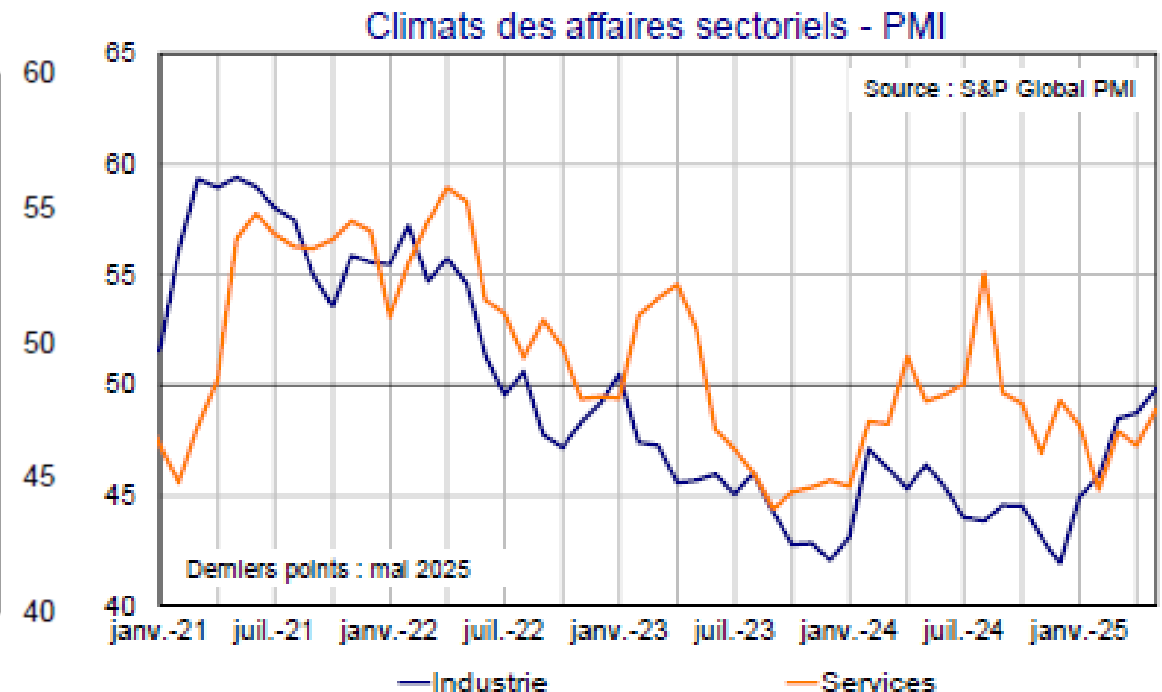
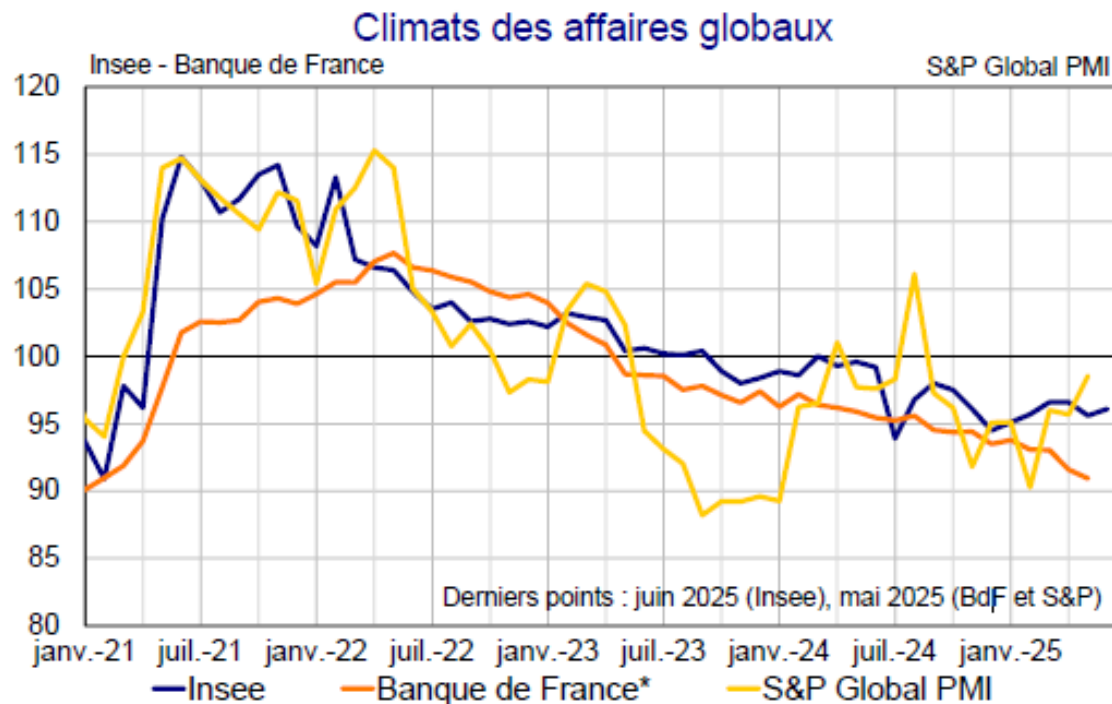
Construction de logements : un rebond des permis de construire



Principaux aléa macroéconomiques

Climats des affaires

- En juin, l'indicateur synthétique du climat des affaires de l'Insee est stable (inchangé à 96), et reste en-dessous de sa moyenne historique (fixée à 100). Ce niveau de l'indicateur correspond en réalité à une croissance positive, un peu inférieure à sa tendance.
- S'agissant de l'industrie, le climat des affaires progresse en mai par rapport au mois d'avril.



Aléas macroéconomiques entourant la prévision de croissance pour 2025

Nouvelles informations macroéconomiques depuis avril 2025

Négatifs	Conformes aux prévisions	Positifs
<p>La consommation des ménages au premier trimestre a déçu (-0,2 %)</p> <p>Le taux de change euro/dollar s'est apprécié</p> <p>L'emploi est moins dynamique qu'anticipé</p>	<p>L'acquis de croissance à l'issue du premier trimestre est de 0,3 %</p> <p>Ralentissement de l'inflation depuis le début de l'année, soumise désormais à des pressions haussières avec la crise en Iran</p>	<p>Les taux souverains sont plus bas par rapport aux dernière prévisions (RAA)</p>

Aléas autour du scénario macroéconomique

Négatifs	Conformes aux prévisions	Positifs
<p>Situation géopolitique au proche et Moyen-Orient</p>	<p>Comportement d'épargne des ménages</p>	<p>Assouplissement budgétaire en Europe, en particulier en Allemagne</p> <p>Hausse des droits de douane moins marquée que le scénario intégré</p>



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

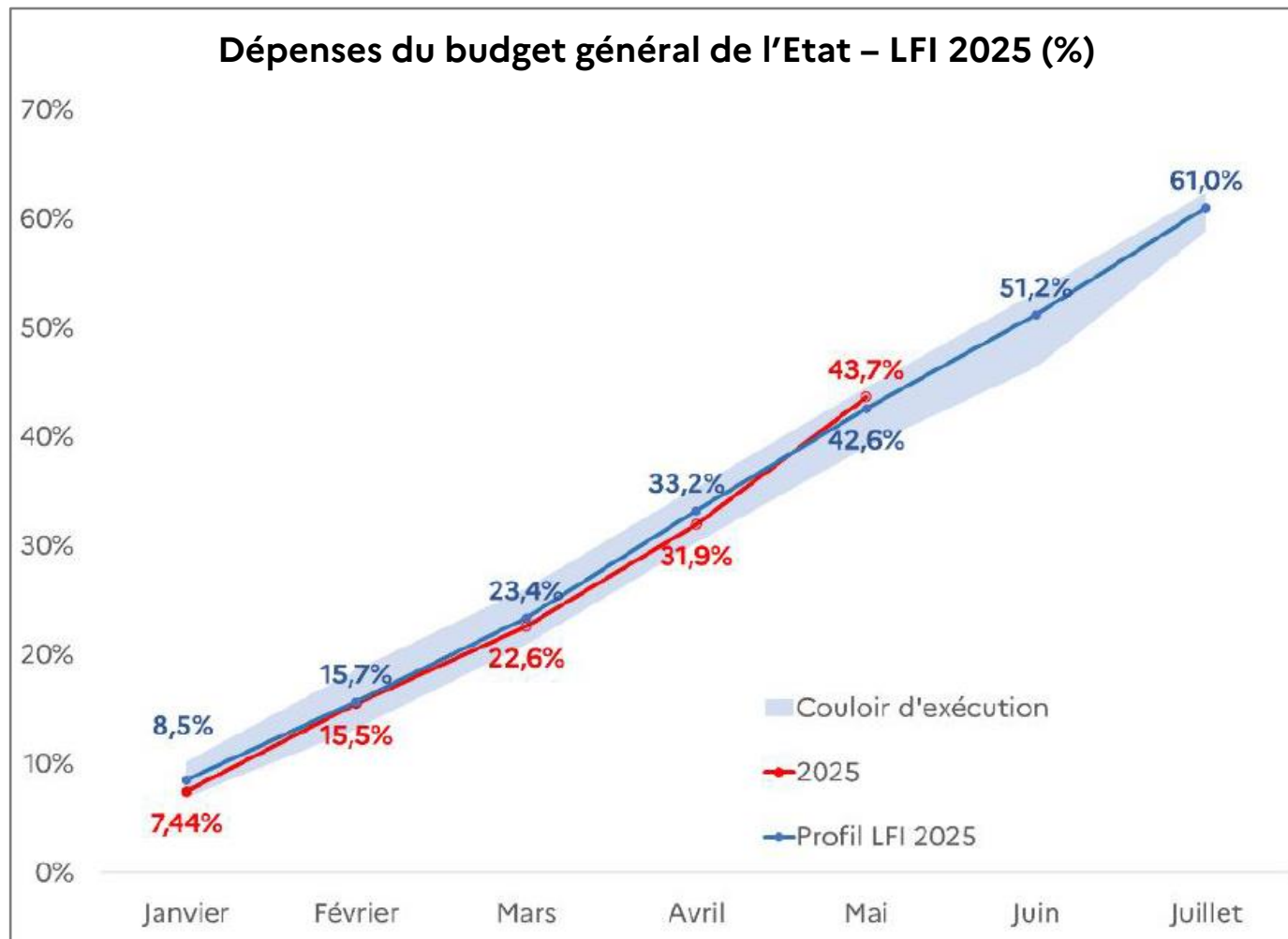
SUIVI DE L'EXÉCUTION

Une cible de déficit public de 5,4 % toujours atteignable, sous conditions

- **La cible de déficit public à 5,4 % reste atteignable mais elle nécessite des mesures de redressement fortes, et sous réserve de la non réalisation d'aléas macroéconomiques qui ne doivent pas être sous-estimés.**
- **S'agissant de l'Etat, des risques de dépassement par rapport à la loi de finances initiale demeurent pour les dépenses de certains ministères.**
- **S'agissant de la Sécurité sociale, le comité d'alerte de l'Ondam a identifié dans son avis un risque sérieux de dépassement supérieur à 1,3 Md€.**
- **S'agissant des collectivités locales, les dépenses de fonctionnement présentent, à date, une progression supérieure à la prévision, notamment s'agissant du bloc communal.**
- **Les recettes sont, à date et dans l'ensemble, en ligne avec les prévisions de la LFI pour 2025, leur trajectoire demeure toutefois dépendante de l'évolution du cadre macroéconomique.**

Dépenses publiques : éléments d'exécution à mi-2025

Etat



- A la fin du mois de mai 2025, les dépenses du budget général de l'Etat¹ atteignent **189,6 Md€, soit 43,7 % de la LFI 2025** ;
- Des **mesures de maîtrise de la dépense ont été prises à hauteur de 5 Md€** depuis le début de l'année² ;
- Le taux d'exécution à fin mai est légèrement supérieur à la prévision. Bien que non significatif, des **risques de dépassement supplémentaires** demeurent possibles sur certains ministères.

Le périmètre retenu recouvre les dépenses du budget général. Ce périmètre exclut les comptes spéciaux, les taxes affectées et les prélèvements sur recettes.

Le profil LFI 2025 (courbe bleue) est construit sur la base de la moyenne mensuelle de l'exécution observée pour chaque exercice de la période 2017-2024, exprimée en pourcentage de l'exécution totale de l'année. Ce profil de dépense est appliqué à la LFI 2025 pour en déduire un taux théorique mensuel d'exécution, afin de permettre une comparaison avec l'exécution observée.

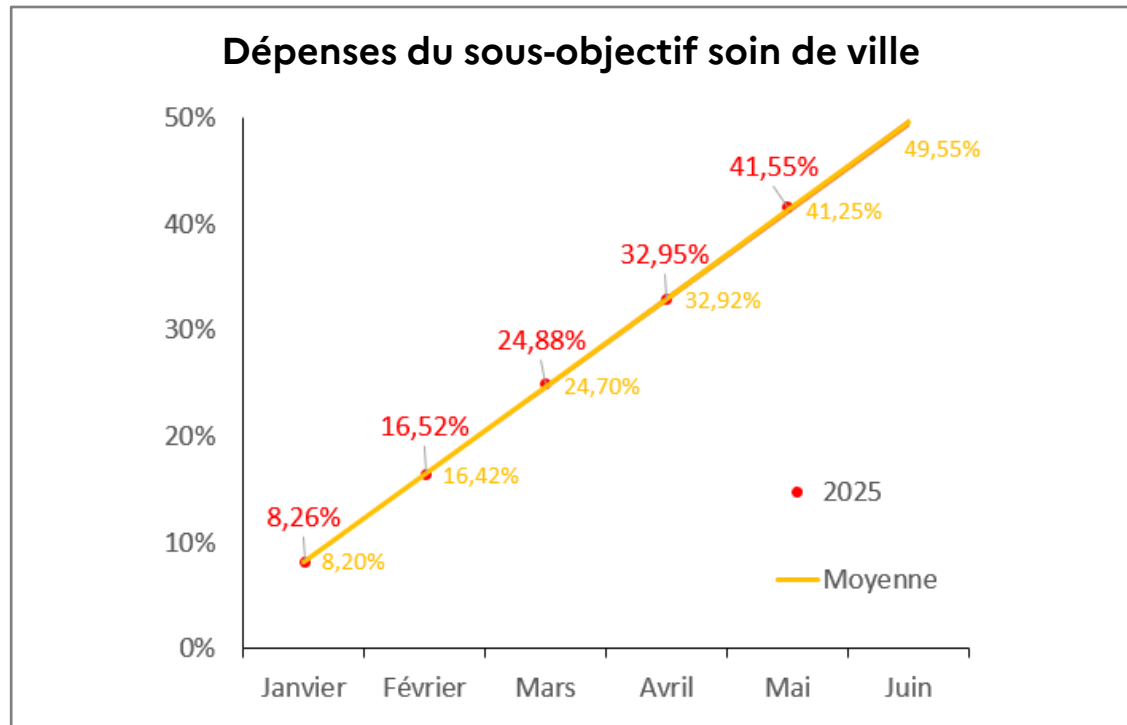
Le couloir d'exécution représenté sur le graphique est construit à partir des points de données extrêmes (min/max) des données mensuelles d'exécution observées pour chaque mois sur la période 2017-2024.

L'exécution 2025 observée (points rouges) est exprimée en pourcentage de la LFI 2025 (en CP).

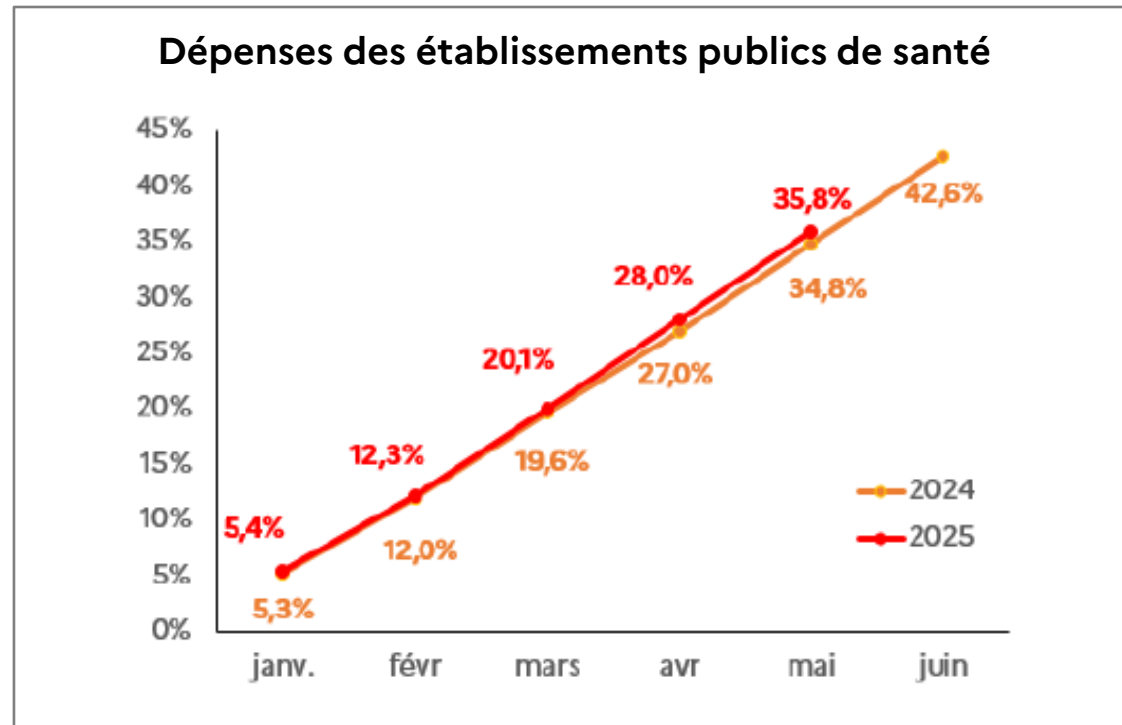
1. Hors remboursements et dégrèvements d'impôts. 2. Décret d'annulations pour 2,7 Md€ en CP et surgels pour 2,3 Md€ en CP.

Dépenses publiques : éléments d'exécution à mi-2025

Sécurité Sociale



Périmètre : dépenses de prestations brutes en date de remboursement hors remises, corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés (CVS-CJO) - L'exécution 2025 est comparée à un profil construit sur la base des taux d'exécution moyens observés entre 2015 et 2024, à l'exclusion des années 2020-2021 marquées par la crise Covid.



Précisions méthodologiques : L'exécution porte sur les dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement des EPS (budgets principaux uniquement) remontés mensuellement par la DGFIP dans le cadre de la SPOCH, en Md€.

- **Les dépenses de soins de ville apparaissent supérieures au profil attendu en sous-jacent de la LFSS**, avec un signal biaisé au mois d'avril lié à un retard de facturation sur les spécialistes qui disparaît sur le mois de mai et susceptible d'engendrer un dépassement jusqu'à 0,5 Md€ ;
- **La dépense des établissements publics de santé est dynamique**, en raison de la forte hausse du volume d'activité sur le segment Médecine, chirurgie, obstétrique (MCO) sur les premiers mois de l'année.

Un risque de dépassement de l'Ondam supérieur à 1,3 Md€

Sécurité sociale

Sous-objectif	Facteur de risque	Impact attendu (M€)
Soins de ville	Indemnités journalières	500
	Protocole d'accord entre le LEEM et l'Etat	600
	Baisse de prix des médicaments génériques	100
	Bon usage des médicaments	100
	Total soins de ville	1 300
Etablissements de santé	Dynamisme de l'activité de MCO	400 à 1 000
Total des risques de dépassement		1 700 à 2 300

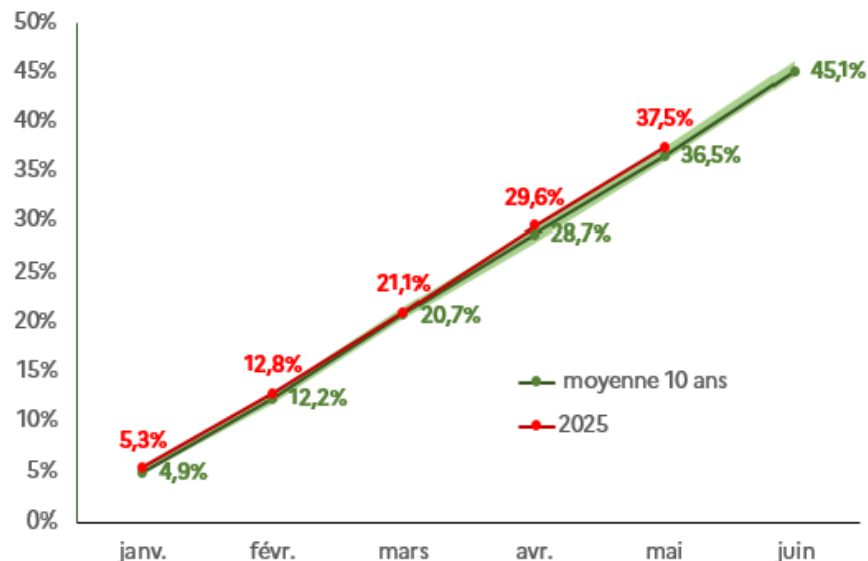
- Le comité d'alerte de l'Ondam constate un risque sérieux de **dépassement supérieur à 1,3 Md€¹** en 2025
- Le comité estime que **les mises en réserve, à hauteur de 1,1 Md€ en début d'année, ne devraient pas suffire**, dans un contexte de situation financière dégradée des établissements publics de santé
- **Ce risque de dérapage sera intégralement compensé par des mesures de refroidissement.**

1. Avis du Comité d'alerte n°2025-2 sur le respect de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie du 18 juin 2025.

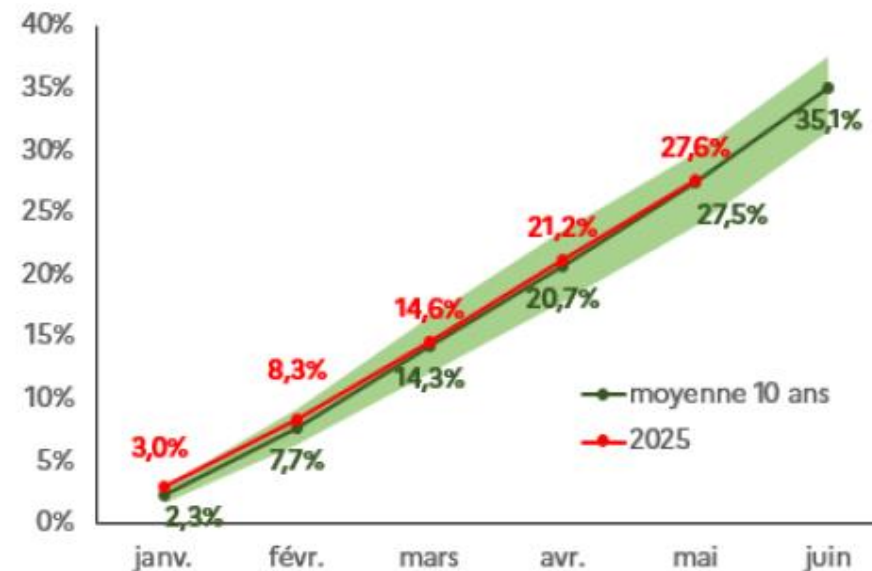
Dépenses publiques : éléments d'exécution à mi-2025

Collectivités locales

Dépenses de fonctionnement des collectivités locales



Dépenses d'investissement des collectivités locales

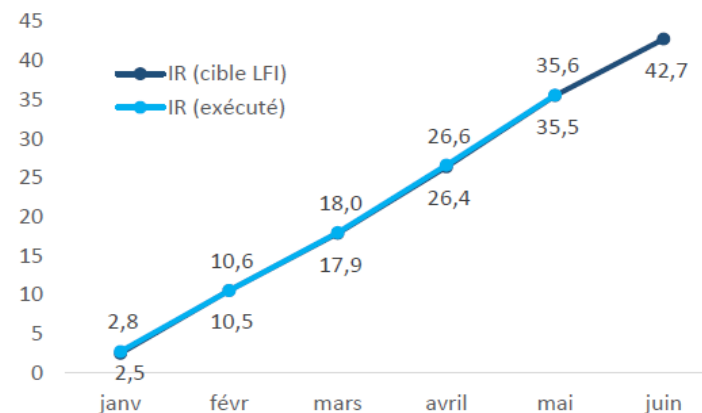
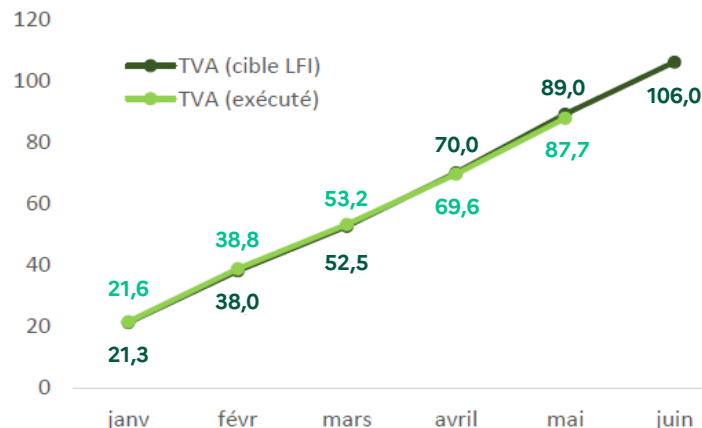


Périmètre : dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement (hors remboursement d'emprunt) toutes strates de collectivités confondues. Le profil de la LFI 2025 (courbe verte) est construit sur la base de la moyenne mensuelle des taux d'exécution observés sur les années 2014-2024. Le couloir d'exécution représenté sur le graphique est construit à partir des taux d'exécution minimum et maximum observés entre 2014 et 2024.

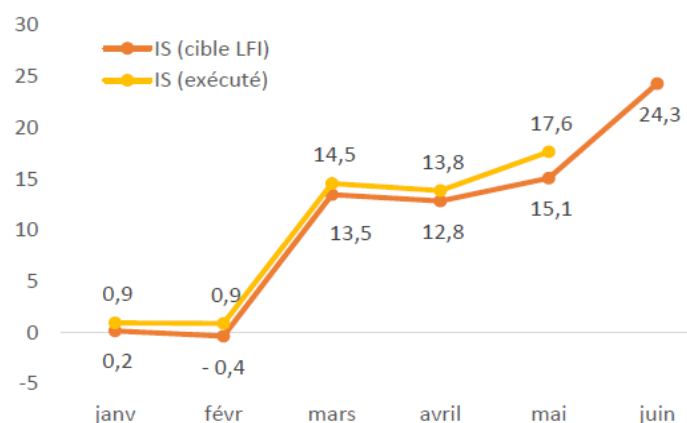
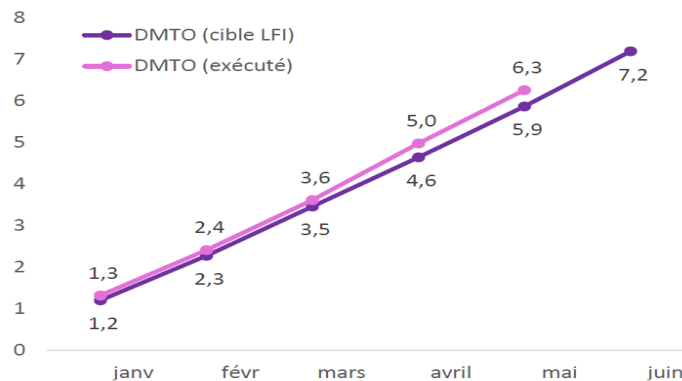
- **Les dépenses de fonctionnement des collectivités locales progressent plus rapidement que la prévision.** Elles sont portées par le bloc communal (+3,4 % par rapport à 2024), et dans une moindre mesure par les départements (+1,4 %) et les régions (0,2 %).
- Ces hausses sont notamment portées par la **progression des achats et charges externes** (+8,6 %) et des **dépenses de personnel** (+2,4 %).

Recettes publiques : éléments d'exécution à mi-2025

Principaux impôts

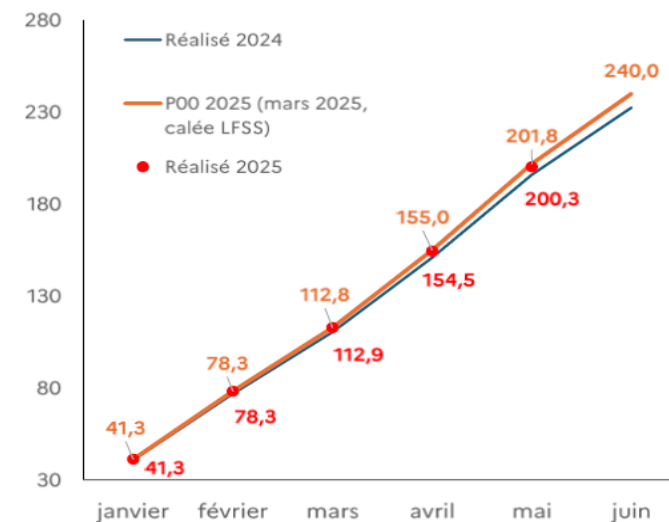


DMTO



Recettes URSSAF

(cotisations sociales et autres recettes)



Source : URSSAF/DSS

Encaissements mensuels sur le champ circuit COUR + TI + TG

Le profil établi par l'URSSAF dit « POO » a été recalé en mars du fait de l'adoption tardive des textes financiers

- Les recettes évoluent en ligne avec les attentes (les bonnes remontées comptables du solde d'impôt sur les sociétés sont intégralement compensées par une moins-value sur les recettes de TVA).
- Les recettes demeurent soumises aux aléas macroéconomiques.



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MESURES DE MAÎTRISE DE LA DEPENSE

Des mesures de maîtrise de la dépense pour tenir les objectifs de l'Etat inscrites en LFI 2025

- **À la suite du précédent comité d'alerte, 5 Md€ de dépenses sur les crédits des ministères ont été mises en œuvre (2,7 Md€ par décret d'annulation et 2,3 Md€ de mise en réserve supplémentaire) ;**
- **3 Md€ de mesures supplémentaires sont nécessaires pour tenir la LFI et donneront lieu à une nouvelle mise en réserve ;**
- **L'exécution de ces mesures sera particulièrement suivi :**
 - Définition d'une nouvelle cible d'exécution par ministère cohérente avec la LFI ;
 - Réunion des secrétaires généraux et des directeurs des affaires financières des ministères le 4 juillet pour s'assurer de leur mise en œuvre.

Des mesures de maîtrise de la dépense pour respecter la cible d'évolution de l'Ondam 2025

- En conséquence du déclenchement de l'alerte par le comité d'alerte, des mesures de ralentissement seront mises en œuvre pour un total de 1,74 Md€.

En application des recommandations transmises par la CNAM :

- Mesures dans le champ conventionnel :
 - ❑ Report au 1^{er} janvier 2026 des revalorisations prévues au 2nd semestre 2025 : 150 M€
 - ❑ Mise en œuvre de la convention cadre entre l'assurance maladie et les taxis : 45 M€.
- Mesures de baisse de prix des produits de santé : 575 M€
 - ❑ Mesures sur la tarification des médicaments (500 M€) et baisse de prix sur les génériques (50M€)
 - ❑ Baisse de prix de dispositifs médicaux (25 M€)
- Mesures de renforcement des actions de maîtrise médicalisée et de lutte contre la fraude : 200 M€
- Annulation d'une partie de la mise en réserve (hors coefficient prudentiel) : 680 M€

Des mesures complémentaires sont également portées :

- Diminution de la dotation LFSS au Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé : 60 M€
- Décalage de la majoration des gardes hospitalières (PDSES) pour les libéraux : 30 M€



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANNEXES

Exécution plan d'action pour améliorer le pilotage des finances publiques¹

Avancées réalisées

- Installation du comité d'alerte des finances publiques
- Suivi mensuel de l'exécution au niveau des ministres
- Première réunion en mai du Cercle des prévisionnistes des finances publiques
- Publication d'un document de travail sur les méthodes de prévision de la direction générale du Trésor
- Amélioration des modèles de prévision à partir de l'exploitation de nouvelles données

Travaux en cours

- Travail méthodologique avec le HCFP sur la définition d'une « trajectoire à politique inchangée »
- Mission d'audit pour mieux comprendre le comportement des entreprises dans le dépôt des demandes de remboursement de TVA
- Échanges avec les entreprises sur la prévision du cinquième acompte d'IS

Prochaines étapes

- Réunion des SG et DAF des ministères le 4 juillet prochain.
- Troisième comité d'alerte des finances publiques organisé en septembre

1. Plan d'action pour améliorer le suivi et la transparence des prévisions de finances publiques, 3 mars 2025.